



Ville de Lorient
2 bd Général Leclerc
CS 30010
56 315 Lorient Cedex

ACP / NB

**ACCORD-CADRE
DE FOURNITURES COURANTES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° 25174-25211+ 25354

Fourniture et livraison de denrées alimentaires – AOO

RELANCE

Table des matières

1. Dispositions générales du contrat	3
1.1 Objet du contrat	3
1.2 Connaissance des documents de marché	3
1.3 Domiciliation du co-contractant	3
1.4 Mode de passation et type de contrat	3
1.5 Décomposition du contrat	4
1.6 Montant des commandes	5
1.6.1 Montant maximum	5
2. Pièces contractuelles	6
3. Confidentialité et protection des données	6
4. Durée du marché	6
4.1 Durée du marché	6
4.2 Délais d'exécution	6
5. Prix	7
5.1 Répartition des paiements	7
5.2 Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.3 Modalités de variation	7
5.4 Offre promotionnelle	7
5.5 Détail de prix	7
5.6 Clause de réexamen	7
5.6.1 Cas 1	7
5.6.2 Cas 2	8
5.6.3 Cas 3	8
5.6.4 Cas 4	9
6. Modalités de règlement des comptes	9
6.1 Délai global de paiement	9
6.2 Décomptes et acomptes mensuels	9
6.3 Présentation des demandes de paiement	10
6.4 Paiement des cotraitants	10
6.5 Paiement des sous-traitants	10
7. Modalités de livraison	11
7.1 Vérifications	11
7.2 Décision après vérification	11
8. Modification des prestations	11
9. Pénalités	11
9.1 Pénalités diverses	11
9.2 Pénalités pour travail dissimulé	11
10. Assurances	12
11. Résiliation du contrat et exécution aux frais et risques	12
12. Règlement des litiges	12

1. Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concerne : la fourniture et livraison de denrées pour la restauration municipale de la Ville de Lorient.

Il convient de se référer aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) pour avoir le détail des prestations.

1.2 Connaissance des documents de marché

Le titulaire n'ayant fait, lors de la remise de son offre, aucune remarque concernant les documents qui lui ont été remis, est réputé n'y avoir relevé aucune erreur ou omission de nature à modifier plus tard le montant des prestations.

1.3 Domiciliation du co-contractant

Les notifications se rapportant au marché seront faites à l'adresse du titulaire mentionnée à l'acte d'engagement ou à défaut à son siège social par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de donner date certaine.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement. Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché en application de l'article 3.4.1 du CCAG Fournitures courantes et services (FCS).

1.4 Mode de passation et type de contrat

Le marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article L.2124-2 du code de la commande publique.

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics

Pour tous les lots il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande (articles L.2125-1 et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique).

1.5 Décomposition du contrat

L'accord-cadre est alloti. Pour information les prestations sont réparties en 20 lots détaillés ci-dessous. Les autres lots ont été attribués lors d'une précédente consultation.

N° marché	N° lot	CPV	Lot
<u>25175</u>	<u>Lot n°2</u>	15500000-3	Laitages filière Lin ou équivalent en circuit court
<u>25178</u>	<u>Lot n°5</u>	15500000-3	BOF (Beurre/Œufs/Fromages) conventionnel et labellisé
<u>25179</u>	<u>Lot n°6</u>	15800000-6	Galettes/crêpes traiteur en circuit court
<u>25183</u>	<u>Lot n°8</u>	03222313-0	Fraise Circuit court HVE / conventionnelle
<u>25184</u>	<u>Lot n°9</u>	15332180-9	Melon BIO et raisin BIO circuit court
<u>25188</u>	<u>Lot n°13</u>	15113000-3	Viande de Porc frais et charcuteries type filière lin-circuit court
<u>25190</u>	<u>Lot n°15</u>	15112000-6	Volaille fraîche labellisée et conventionnelle
<u>25192</u>	<u>Lot n°17</u>	15111200-1	Viande de veau et agneau
<u>25194</u>	<u>Lot n°19</u>	15111100-0	Viande de bœuf labélisé circuit court
<u>25197</u>	<u>Lot n°22</u>	15890000-3	Salade composée
<u>25198</u>	<u>Lot n°23</u>	15131420-5	Boulette ou bouchée de riz BIO
<u>25199</u>	<u>Lot n°24</u>	15896000-5	Viandes/poissons/traiteur surgelés (conventionnel et labellisé)
<u>25200</u>	<u>Lot n°25</u>	15896000-5	Légumes surgelés + fruits + végétarien + dessert
<u>25202</u>	<u>Lot n°27</u>	15800000-6	Epicerie conventionnelle et labellisée
<u>25206</u>	<u>Lot n°31</u>	15811100-7	Pain bio circuit court
<u>25207</u>	<u>Lot n°32</u>	15800000-6	Huile colza BIO / lentilles vertes BIO / RIZ breton (graine de blé noir) circuit court
<u>25208</u>	<u>Lot n°33</u>	15411100-3	Huile de tournesol BIO circuit court
<u>25210</u>	<u>Lot n°35</u>	39222000-4	Barquette/carton/ films aliment
<u>25211</u>	<u>Lot n°36</u>	03311100-3	Produits de la mer frais
<u>25354</u>	<u>Lot n°37</u>	15221000-3	Poisson surgelé

1.6 Montant des commandes**1.6.1 Montant maximum**

Le montant des prestations pour une période annuelle de l'accord-cadre est défini comme suit :

N° marché	N° lot	Lot	Montant annuel HT
<u>25175</u>	<u>Lot n°2</u>	Laitages filière Lin ou équivalent en circuit court	60 000
<u>25178</u>	<u>Lot n°5</u>	BOF (Beurre/Œufs/Fromages) conventionnel et labellisé	400 000
<u>25179</u>	<u>Lot n°6</u>	Galettes/crêpes traiteur en circuit court	25 000
<u>25183</u>		Fraise Circuit court HVE / conventionnelle	20 000
<u>25184</u>	<u>Lot n°9</u>	Melon BIO et raisin BIO circuit court	20 000
<u>25188</u>	<u>Lot n°13</u>	Viande de Porc frais et charcuteries type filière lin-circuit court	80 000
<u>25190</u>	<u>Lot n°15</u>	Volaille fraîche labellisée et conventionnelle	100 000
<u>25192</u>	<u>Lot n°17</u>	Viande de veau et agneau	80 000
<u>25194</u>	<u>Lot n°19</u>	Viande de bœuf labellisé circuit court	50 000
<u>25197</u>	<u>Lot n°22</u>	Salade composée	90 000
<u>25198</u>	<u>Lot n°23</u>	Boulette ou bouchée de riz BIO	20 000
<u>25199</u>	<u>Lot n°24</u>	Viandes/poissons/traiteur surgelés (conventionnel et labellisé)	130 000
<u>25200</u>	<u>Lot n°25</u>	Légumes surgelés + fruits + végétarien + dessert	250 000
<u>25202</u>	<u>Lot n°27</u>	Epicerie conventionnelle et labellisée	200 000
<u>25206</u>	<u>Lot n°31</u>	Pain bio circuit court	10 000
<u>25207</u>	<u>Lot n°32</u>	Huile colza BIO / lentilles vertes BIO / RIZ breton (graine de blé noir) circuit court	20 000
<u>25208</u>	<u>Lot n°33</u>	Huile de tournesol BIO circuit court	25 000
<u>25210</u>	<u>Lot n°35</u>	Barquette/carton/ films aliment	150 000
<u>25211</u>	<u>Lot n°36</u>	Produits de la mer frais	120 000
<u>25354</u>	<u>Lot n°37</u>	Poisson surgelés	70 000

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chacun des lots et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services en vigueur au moment de la signature du marché^(*)
- Le cadre de réponse–expliquant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat,
- Les fiches techniques
- Les prix unitaires figurant dans le document BPU/DQE de chacun des lots,
- les tarifs du fournisseur en fonction des lots

Seuls les documents originaux détenus par la Ville font foi en cas de contestation.

Les documents visés ci-avant (*), bien que non joints au marché sont réputés connus du titulaire, les parties contractantes leur reconnaissant expressément le caractère contractuel.

3. Confidentialité et protection des données

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité. Cette obligation concerne les faits, informations, décisions dont le titulaire pourrait avoir connaissance au cours de l'exécution du marché. Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la collectivité.

Le titulaire peut être amené à traiter des données à caractère personnel dans le cadre du présent marché. Dès lors, il s'engage à respecter la réglementation en vigueur et en particulier la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il devra notamment mettre en œuvre les moyens techniques et organisationnels requis pour répondre aux exigences de cette réglementation. Dans le cas contraire, il s'exposera aux sanctions prévues par ladite réglementation et sa responsabilité sera susceptible d'être engagée.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité, et de protection des données à caractère personnel.

4. Durée du marché

4.1 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale débutant du 1er janvier 2026 ou de la notification si cette dernière est ultérieure, au 31 décembre 2026. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. En cas de reconduction(s) l'accord-cadre trouvera son terme le 31 décembre 2029. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le déclenchement de la reconduction pourra également être anticipé si le montant maximum annuel est atteint avant la fin de la période d'exécution.

4.2 Délais d'exécution

Le délai de livraison est fixé à chaque bon de commande.

5. Prix

5.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou à l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5.2 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires.

La Ville se laisse également la possibilité de commander des prestations hors BPU. Dans cette hypothèse, les prix appliqués seront ceux du catalogue fournisseur en vigueur, déduction faite du rabais consenti. Ce pourcentage de remise est ferme et définitif pendant toute la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Il n'y a pas de minimum de commandes.

5.3 Modalités de variation

Selon l'article 10.2.2 du CCAG les prix sont fermes durant les 6 premiers mois d'exécution du marché. Les prix du marché seront révisés au 1er juillet et au 1er janvier de chaque année dans les conditions prévues à l'article 5.6 (clause de réexamen)

5.4 Offre promotionnelle

Le titulaire s'engage à appliquer, à chaque occasion, ses meilleurs tarifs et faire bénéficier la Ville de toutes nouvelles remises ou offres promotionnelles dont il pourrait se prévaloir lors de l'exécution du marché. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché (achat sur BPU ou catalogue). Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'acheteur de toutes les remises, réclames, promotions susceptibles d'être appliquées aux produits entrant dans le cadre du marché.

5.5 Détail de prix

À tout moment, la Ville peut demander au titulaire de lui communiquer tout sous-détail de prix unitaire. La demande est faite par courrier et le titulaire doit y répondre dans un délai de 20 jours.

5.6 Clause de réexamen

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur et le titulaire conviennent d'appliquer les clauses de réexamen suivantes :

5.6.1 Cas 1

Le titulaire s'engage à adresser ses nouveaux prix par lettre recommandée deux mois avant chaque période de révision des prix en justifiant les augmentations demandées.

A défaut le titulaire est réputé accepter la révision aux mêmes conditions financières

Au regard de l'évolution des prix et des échanges avec le fournisseur le cas échéant, la Ville fera part de sa décision sur les nouveaux tarifs un mois avant chaque période de révision. Un nouveau bordereau de prix unitaire sera ensuite finalisé.

5.6.2 Cas 2

- **Respect des marques :**

Lorsqu'un fournisseur a présenté une offre se rapportant à un produit de marque, il est considéré que son engagement à fournir s'applique à ladite marque.

Dans le cas où un produit du BPU serait rendu indisponible (arrêt de production), le titulaire devra en informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais et proposer un produit équivalent (fiche technique en appui) dont le tarif ne pourra être supérieur au produit initial. Ce produit devra être validé par le pouvoir adjudicateur avant livraison.

- **Changement de référence :**

Dans le cas du simple changement de référence d'un produit du BPU, le titulaire en informera par mail le service de la restauration : fmerdy@lorient.bzh et lgamelon@lorient.bzh avant toute mise en œuvre dans le processus de commande et facturation, sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire.

5.6.3 Cas 3

- Le titulaire unique pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- ✓ Cessation d'activité,
- ✓ Cession de contrat,
- ✓ Décès,
- ✓ Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- ✓ Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles de l'accord-cadre / du marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Les prestations restant à exécutées par le remplaçant seront rémunérées aux prix initialement prévus par le candidat défaillant.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

La part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité :

Fourniture et livraison de denrées alimentaires

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans la convention d'accord-cadre initiale devient le nouveau mandataire du groupement ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG FCS.

5.6.4 Cas 4

- **Clause de réexamen relative à des circonstances imprévisibles**

En cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire et conformément à l'article 25 du CCAG.

6. Modalités de règlement des comptes

6.1 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Suspension du délai global de paiement - rejet de la facture :

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement ou dans l'état d'acompte seront signalées avec obligation d'établir une nouvelle demande ou un nouvel état d'acompte à compter de la réception desquels un nouveau délai maximal de 30 jours sera ouvert pour effectuer le paiement.

Le défaut de paiement des acomptes dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du Code de la Commande Publique.

6.2 Décomptes et acomptes mensuels

Les demandes de paiement seront versées mensuellement.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS.

Présentation des demandes de paiement

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché (numéro et objet). Elle est adressée à la **Ville de LORIENT prioritairement par le biais du portail Chorus Pro.**

Les factures afférentes au marché seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identité et l'adresse du débiteur (Ville de Lorient)
- les noms, SIRET et adresse du créancier
- le N° TVA Intracommunautaire
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- **le n° du marché**
- **le n° d'engagement donné par la Ville**
- la description de la prestation facturée
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée
- le taux et le montant de la T.V.A. (le taux de TVA applicable est le taux en vigueur à la date d'exécution)
- le montant total de la prestation facturée T.T.C.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Pour information, le portail Chorus Pro mis gratuitement à la disposition des entreprises, accessible sur l'adresse Internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>, permet le dépôt, la réception et la transmission des factures électroniques.

Pour plus d'information, des guides utilisateurs sont mis en ligne sur le site : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Le numéro d'identifiant de la Ville est le suivant :

Numéro de SIRET du budget restauration : 21560121200651

6.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

6.4 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur est payé directement par lui pour la part du marché dont il assure l'exécution lorsque le montant sous-traité est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus, au sous-traitant et à l'acheteur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné ci-dessus, pendant ce délai,

Fourniture et livraison de denrées alimentaires

le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

7. Modalités de livraison**7.1 Vérifications**

Conformément aux dispositions du CCTP et aux articles 22 à 25 du CCAG FCS, les opérations de vérification s'effectueront par un représentant de la Ville et en présence du prestataire.

7.2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, les pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS.

8. Modification des prestations

Le marché peut être modifié dans les conditions fixées aux articles L.2194-1 et R.2194-1 et suivants du code de la commande publique. Ces modifications doivent en principe se traduire par voie d'avenant. Elles ne peuvent en aucun cas changer la nature globale du marché, ni en bouleverser l'économie générale.

9. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités pourront être précomptées sur les acomptes versés tout au long du marché.

9.1 Pénalités diverses

Nature	Montant
Pénalité générale pour non-respect des engagements contractuels	50 € HT par manquement et par jour calendaire

9.2 Pénalités pour travail dissimulé

Pendant la durée du marché, le titulaire doit respecter ses obligations de déclaration et de paiement auprès des organismes de recouvrement des cotisations sociales. En application des dispositions introduites dans le Code du Travail, le marché de l'entreprise en infraction par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, pourra être résilié par la collectivité à ses frais et risques.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

Il doit ensuite être en mesure de produire les attestations en cours de validité, à tout moment de l'exécution du marché.

La compagnie d'assurance devra être notoirement solvable. Le montant de ces garanties doit être compatible avec l'importance et la consistance de l'ouvrage et les risques encourus.

11. Résiliation du contrat et exécution aux frais et risques

Le marché pourra être dénoncé dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG FCS si le prestataire ne tenait pas les engagements fixés au marché, et notamment après mise en demeure avec demande d'explications restée infructueuse (faute d'une particulière gravité, notamment si le titulaire n'assure pas le service dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Particulières et mettant en cause l'hygiène et la sécurité publique ou en cas d'interruption totale et prolongée du service ...).

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

Lorsque le titulaire ne respecte pas les stipulations du présent CCAP ou les ordres écrits qui lui ont été transmis par le pouvoir adjudicateur, ce dernier pourra le mettre en demeure d'y satisfaire par lettre recommandée avec A.R.

Si cette mise en demeure reste sans effet dans le délai maximum fixé, sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur a le droit de faire exécuter prestations par une autre entreprise de son choix et ce, aux frais et risques du titulaire défaillant.

En cas de non-respect des engagements contractuels de la part du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de résilier le marché pour faute et ce, dès le 3^{ème} rappel à l'ordre envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de désaccord sur l'évolution des prix dans le cadre des révisions bi annuelles (article 5.6), la Ville se réserve la possibilité de résilier le marché.

12. Règlement des litiges

25174-25211**Fourniture et livraison de denrées alimentaires**

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du Code de la commande Publique, selon la nature du contrat en cause.

Pour information, le comité consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges relatifs aux marchés publics compétent est celui des Pays de la Loire.

Coordonnées : 22 mail Pablo Picasso – B.P. 24 209 – 44 042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 79 02

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent accord-cadre ou du présent marché seront soumis à la compétence du tribunal administratif de Rennes.

Cachet, date et signature